



DEBATE

Sean CLEARY

I think the narrative has changed. I think that the panellists have succeeded in making clear that, from the perspective of partnership, seen from Europe, Asia, and the United States, there is far more opportunity than risk in engaging with and investing in, Africa.

Just one parenthetical observation before I open it up all to you: Think a little bit about how much investment value was destroyed in the global financial crisis between 2008 and 2011, and ask how much money has ever been lost in Africa. Our appreciation of risk in these frameworks is often badly skewed, as several of the panellists have already made clear, but let me now open it up.

Please.

Amanda MATHE

I am Amanda Mathe from South Africa. I am here as a digital matriarch, and I have a couple of questions. In terms of the political leadership of Africa that we are currently facing, at what point do we begin to bridge the conversation of youth in the political space and political discussion, and policymaking discussions? This is to all panellists.

Then, I wanted to look specifically at how do public and private partnerships for Senegal, and each of the countries represented, work, and how have they benefitted the mass populace?

Sean CLEARY

Super, just pass on the microphone. I am going to take all three of you.

Eniola MAFE

Hello, thank you everyone. My name is Eniola Mafe from Nigeria. My question was around the development story that my generation will, essentially, inherit – so the jobless growth that was mentioned, and the issue of mono-cities that many of the countries deal with in terms of mega-cities, but how do we build out tertiary or secondary cities? What are those strategies that our generation can engage with various other generations to try to answer some of those issues that we will be inheriting in the next 20-50 years?

Meir SHEETRIT

I am Meir Sheetrit from Israel, and I have a question about the leadership in Africa. How is it that so many leaders finish their term as billionaires? It shows you that, in Africa, a lot of things cannot be done without paying off. I have friends who work in Africa. None of them can work without paying off leaders, politicians, and others. We have a good slogan that says, 'The fish stink from the head'. All you need in Africa, in every country, is a good and honest leader. With one person there who really uses the possibility and potential of Africa, Africa will change upside-down. I do not believe that contribution from the world will save you. I believe that you should make it yourself; it is much better to use the emotion, the possibility and the growth that you have in Africa in order to develop your countries, in order to make progress compared to the rest of the world.

Christine DESOUCHES

Merci Monsieur le Président, Christine Desouches, Paris I et Université du Bénin. Je remercie tous les panélistes. Deux des orateurs au moins, Monsieur le Premier ministre Zinsou et le ministre Gadio, ont avancé le fait qu'il fallait un changement de paradigme, en tout cas un changement, une invention de modèle, pour les questions qui ont été évoquées : emploi, croissance et ainsi que pour les questions plus politiques et de sécurité. Est-ce que vous avez l'impression que les responsables politiques, aussi bien nationaux qu'au niveau de l'Union africaine, prennent en considération ces propositions ? C'est la première des choses.

Deuxièmement, on parlait des relations entre l'Union européenne et l'Afrique. Je crois que c'est en ce moment que se tient à Abidjan la cinquième édition du partenariat stratégique Union européenne/Afrique, ou à la fin du mois de novembre. Je crois que ça fait dix ans, il y a eu plusieurs éditions. Au fond, l'Europe a déjà eu l'occasion d'entendre les responsables africains faire leur diagnostic et essayer de mettre en place une coopération. Est-ce qu'il y a des améliorations à apporter dans ces mécanismes de dialogue pour une coopération renouvelée ? Merci.

Marie-Roger BILOA

Marie-Roger Biloa, Club Millenium. Merci pour ce panel passionnant. La question que je veux poser a été un peu évoquée en filigrane. Lorsqu'on aligne les chiffres habituels sur le potentiel de l'Afrique, c'est toujours très impressionnant. Mais quand vous parlez de l'innovation, de nouveaux paradigmes comme dit Christine, je me demande s'il n'y a pas un chapitre particulier à ajouter sur les processus politiques ? A un moment donné, nous et notre journal avons beaucoup critiqué la volonté extérieure d'imposer des systèmes politiques, d'imposer ce qu'on appelait la démocratie. Maintenant, on est dans une phase où les Africains eux-mêmes la réclament encore plus qu'avant. Et ils ne font pas que la réclamer, mais ils se battent pour. Je pense aux processus électoraux, qui se terminent par la violence, qui sont truqués.

Les citoyens ont montré eux-mêmes qu'ils voulaient arriver à des alternances et avoir leur mot à dire. Je pense par exemple au Gabon où la classe politique a fait le nécessaire, s'est unie et a participé à un processus électoral et à la fin, il n'y a rien. Est-ce qu'on peut dire : on veut changer, il faut que l'Afrique change, en ne parlant que d'économies et de chiffres, sans parler assez de ce qui peut amener le changement, c'est-à-dire l'alternance, le renouvellement des élites et le renouvellement de la décision politique ? Ça, c'est toujours à côté, on n'en parle pas assez parce qu'on dit que c'est tabou, que c'est de l'ingérence. Est-ce que dans les réflexions, il y a un accent à mettre là-dessus aussi, une espèce de *task force* pour veiller à ce qu'il y ait ce changement voulu par les Africains eux-mêmes ? Merci.

Sean CLEARY

We have less than six minutes. We have four questions. Pick a question, the one you feel most strongly about, and respond to that as briefly and as effectively as you can.

Aminata TOURÉ

I am going to pick up the corruption piece. I think the gentleman from Israel had some pretty serious cases there. This is also what I mean when I talk about changing the narrative that Africans are corrupt. It does not work like that. I think human beings are corrupt if you do not put up a legal framework to fight corruption. The worst cases do not actually come out of Africa; the biggest corruption cases, I think, were in the US, in terms of volume and so on.

What we have to do, and I think I can cite Senegal because I was Minister of Justice, is to set up a legal framework to combat corruption. We have introduced a law that requires every single leader to declare assets, when you are in

office and when you get out. We have voted a transparency code for public funding etc., and that has to be implemented. We are making progress, but the idea that corruption is born and survives in Africa is just a wrong one, and part of the narrative that we need to change. It is important to say that. Thank you.

Cheikh Tidiane GADIO

Je veux me réconcilier avec ma sœur et mon frère pour que l'on s'entende clairement. Parfois, les amis qui raisonnent comme eux, je les traite d'afro-pessimistes ; ils sont afro-optimistes, selon eux. Pourquoi je les traite d'afro-pessimistes ? Pas eux, bien entendu, car je les connais. C'est parce que c'est comme s'il y avait une fatalité pour que le rythme de développement du continent en soit là où nous sommes aujourd'hui. On voit là où il y a la lumière, là où ça marche et on met le doigt dessus. Il me semble que l'Afrique devrait être beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le Premier ministre Zinsou dit que je m'occupe de paix et de sécurité, mais je m'occupe aussi de développement, de panafricanisme et d'intégration africaine.

Je ne suis pas convaincu que nos chefs d'Etat croient en l'intégration africaine. J'ai donné beaucoup d'exemples que nous n'avons pas le temps de développer. Je me définis, curieusement, comme quelqu'un qui renvoie dos à dos les afro-pessimistes et les afro-optimistes. Je me définis comme un afro-inconditionnel. C'est-à-dire avec un amour inconditionnel pour l'Afrique et une sorte de révolte permanente contre l'injustice faite à ce continent, à son immense potentiel et à ses ressources qui continuent de quitter l'Afrique pour aller enrichir d'autres cieux, d'autres espaces. Quand nous avons « abandonné » le marxisme avec certains amis, on a fait une réunion et nous avons décidé que nous allions désormais être des réalistes critiques. On allait donc abandonner le matérialisme historique au profit du réalisme critique.

Le réalisme critique consiste à voir ce qu'il se passe, à mettre le doigt sur ce qui est bien, pourquoi pas, mais surtout à insister sur tout ce qui ne va pas. L'Afrique ne mérite pas son sort actuel. On pourrait faire tout un débat sur la RDC. Est-ce que la RDC doit être au niveau où elle est aujourd'hui ? C'est un peu ça mon débat. J'ai dit que l'intégration africaine qu'on nous a proposée n'a pas marché, parce que comme disait Cheikh Anta Diop, un grand savant africain : « En Afrique, l'intégration est avant tout politique. » Nos dirigeants ne veulent pas d'unité politique, donc ils nous parlent d'intégration africaine. Ils accélèrent, puis ils freinent. Ils font tout pour que les choses restent en l'état. Regardez la libre circulation des biens et des personnes, nos agriculteurs et nos fermiers ont énormément de problèmes pour traverser les frontières.

Pour ne pas être trop long, je pense qu'il nous faut revisiter le paradigme du développement de l'Afrique. L'Afrique devrait être au même niveau que l'Inde ou la Chine aujourd'hui, si nous avons des dirigeants visionnaires, des leaders qui croient en l'Afrique, qui croient aux peuples africains. Et pas des leaders qui passent leur temps à s'occuper de batailles pour le pouvoir, à changer des constitutions, à se battre pour rester au pouvoir. C'est peut-être aussi un des enjeux.

Dernier point, pourquoi je pense que certains dirigeants sont pessimistes ? C'est quand je les vois proposer l'agenda 2063. 2063. Un grand économiste de la Commission économique pour l'Afrique disait : « *Voilà qu'on nous promet encore cinquante ans pour régler les problèmes de l'Afrique, alors que l'Afrique est sous le coup de l'urgence.* » Il ajoute : « *On nous promet un paradis, à la place d'un développement réaliste* », car on dit qu'en 2063 aucun Africain ne sera *left out*, tous les Africains auront : l'électricité, l'eau, les voitures, etc. Qu'on arrête de tromper les peuples africains.

Nizar BARAKA

Ce que je voulais dire par rapport aux questions qui ont été soulevées, c'est qu'aujourd'hui, comme l'ont dit un certain nombre de mes collègues ici, il y a deux points sur lesquels il faut mettre l'accent et je vais être très rapide. Le premier, on ne peut concevoir cette Afrique qui prend véritablement son envol si on n'investit pas dans le capital humain. Le

capital humain, le capital humain, le capital humain, pour moi, c'est la base de tout. Je donnerai l'exemple de l'aéronautique. L'aéronautique au Maroc a vu le jour, parce qu'on avait un potentiel et qu'on avait des gens qui étaient véritablement formés. Les investissements sont venus et on a pu créer l'environnement qui a permis ce décollage. Aujourd'hui, le Maroc est un des principaux acteurs en la matière. A partir du moment où on a une main-d'œuvre bien formée, on a toutes les potentialités pour aller de l'avant.

Le deuxième aspect, c'est qu'il faut qu'on passe de la logique du saupoudrage à la logique du focus. Aujourd'hui on le voit, on veut tout faire en même temps. Si véritablement on priorise et on met l'accent sur deux ou trois grands aspects principaux, on pourra connaître le développement adéquat. On prend le cas de la capsule de café : combien revient à l'Afrique ? Uniquement 5 % de la capsule de café. Il faut donc qu'on investisse sur les 95 % restants le capital immatériel. Et on a toute latitude pour le faire. Merci.

Lionel ZINSOU

Sur la colère de Cheikh Tidiane, il faut faire la part de l'Histoire, nous ne sommes pas comptables, en 2017, de tout ce qui nous arrive. Quand on a construit une économie sénégalaise spécialisée dans l'arachide, qu'est-ce que vous voulez échanger avec une économie dahoméenne spécialisée dans l'huile de palme et dans le coton ? Il y a une limite physique dans nos spécialisations, dans nos infrastructures. Nous sommes dans une Histoire et nous sommes en train de construire, de réformer des Etats qui nous ont été livrés dans un état spécialisé et rudimentaire.

Il faut faire la part de cette dynamique. On peut se scandaliser, se mettre en colère, mais ce n'est pas que nos dirigeants ne veulent pas faire d'intégration. On va plutôt plus vite que le Mercosur et au moins aussi vite que l'Union européenne, en termes d'efforts institutionnels d'intégration. Regardez les entreprises, ça a été évoqué pour le Maroc, premier ou deuxième avec l'Afrique du Sud et le Nigeria, etc. à être un investisseur en Afrique. Regardez au niveau des services, ça va encore plus vite qu'au niveau des échanges de marchandises.

Je voudrais répondre à la question sur notre génération, nos sœurs nigérianes et le changement de modèle. Je crois que ce qui est intéressant, c'est que c'est relativement clair. Oui, il faut s'intéresser aux villes secondaires et tertiaires. Il faut sortir de la valeur ajoutée, 75 % à Cotonou, Abidjan ou Lagos et trouver des équilibres territoriaux ; oui, il faut s'intéresser aux activités rurales, qui ne sont pas qu'agricoles ; oui, il faut s'intéresser au secteur informel. En dehors du Rwanda, le Maroc est un des rares gouvernements qui a un responsable de l'entrée du secteur informel dans la modernité. Ce qui ne veut pas forcément dire dans l'impôt, mais ça veut dire : dans la modernité, qui ne veut pas forcément dire dans le harcèlement fiscal, mais ça veut dire : dans la modernité.

Votre génération a des chances étonnantes. Il y a notamment des technologies à coût marginal faible, très adaptées à nos problèmes de masse, et notamment la numérisation. Heureusement, il y a une vitalité forte dans le domaine de l'économie numérique. Il y a un domaine de l'économie numérique, lorsque l'on observe au Maroc, lorsque l'on observe dans votre pays au Nigeria, qu'il s'agisse d'e-commerce, qu'il s'agisse de stockage pour les petites marchandes de marchés sur le *cloud* de tous leurs éléments de comptabilité, de *supply chain*, etc.

Nous avons des technologies - et c'est vrai aussi dans le domaine agricole - qui sont enfin adaptées à nos problèmes et qui vont changer également dans le domaine social. Mais aussi en ce qui concerne le coût pour éduquer le capital humain, ces 25 millions de jeunes chaque année, nous avons des réponses techniques sur lesquelles on va très vite. Regardez le *mobile payment*, regardez la façon dont, en matière financière, l'inclusion financière est en train de s'accélérer. Elle a une vitesse spectaculaire observée nulle part.

Le modèle de votre génération commence à émerger. Il est très différent de nos technologies. Vous avez fait déjà le saut technologique, qui fait que l'Afrique est maintenant première dans toute une série d'usages sociaux des technologies nouvelles. Ça, c'est une évolution de modèle qui est très forte, sur laquelle l'Europe peut nous aider à accélérer. Ce qu'on demande à l'Europe, ce n'est pas de nous assister, mais c'est de nous aider à aller plus vite, ce qui est tout à fait différent, et de reconnaître que, dans un certain nombre de domaines — j'ai pris l'exemple des



paiements, mais il y a des domaines de santé publique, des domaines agricoles et des domaines d'énergies renouvelables, de mini réseaux locaux — les expériences constituent maintenant un nouveau modèle.

Je voudrais juste terminer avec un mot sur la politique. Là encore, s'il vous plaît, faites la part de l'Histoire. Comme l'a dit notre sœur, regardez dans tous ces pays : la Gambie, le Sénégal, le Ghana - elle a oublié le Bénin, je ne sais pas pourquoi - le Mali, le Kenya, regardez l'ampleur des transformations, regardez ces opinions publiques qui ont émergé. Regardez les révolutions arabes, tunisiennes jusqu'aux mouvements de dégagisme ici et là. Regardez ce qu'il s'est passé à Ouagadougou, regardez ce qui se passe dans les rues à Kinshasa : il y a une opinion publique, il y a des réseaux sociaux, même quand les résultats sont truqués. Il y a beaucoup de pays où les résultats sont truqués, même de très honorables démocraties qui ont cinq cents ans d'avance en démocratie.

Quand mes amis français disent : « *C'est quand même dommage qu'on ait truqué les résultats des élections du Bénin* », moi, je ressens comme un peu préjudiciable qu'on truque les résultats des élections au Bénin. Mais c'est même arrivé en France, à l'intérieur de deux grands partis quand ils faisaient leurs élections internes, il n'y a pas si longtemps que ça. Le fait que l'on truque certains résultats, c'est très secondaire. Ce qui est très important, c'est qu'il y ait une démocratie notamment locale, parce que plus vous êtes près de l'électeur, plus le contrôle tribunitien est fort.

Il y a encore plus de démocratie dans la commune ou dans la collectivité locale intermédiaire qu'au niveau national. Mais ce qui est frappant, c'est la rapidité de ce contrôle des populations sur leur politique. Je ne vous dis pas que cela concerne cinquante-cinq pays, je ne suis pas le plus grand partisan de l'actuel régime du Bénin, au sens où j'aurais préféré m'en occuper moi-même. Mais je suis obligé de vous dire que nous avons la liberté de la presse et nous n'avons plus aucun prisonnier politique.

Sean CLEARY

I think we have all had a remarkable opportunity to get an understanding of what is changing in Africa. One can look back and express concern about everything that has characterised the past. One could look back on the period since 2000 and look at the remarkable transformation that has occurred across the continent: the rise of democratisation, the increase in economic activity, the beginning of the return of the diaspora, and the enormous wealth creation that has taken place in returns on foreign direct investment.

Lionel's concluding remarks, however, go to the centre of this issue: a new generation is rising, and you heard some of them speak a few minutes ago. That generation is not going to tolerate corruption. That generation is not going to tolerate autocratic rule. This generation is better educated, more sophisticated, and much more aligned with global standards.

Africa is rising for two fundamental reasons. The population is growing and is young. Urbanisation is occurring at an extraordinary rate and, as many of our panellists have said today, an increasing amount of economic activity is endogenous. Returns on foreign direct investment in Africa have been higher than in any other market in the world for 30 years, and Lionel, again, made the points highly effectively in the closing sessions.

It is happening. The only question is whether one is going to participate or not. If one is going to, there are going to be extraordinary opportunities. If not, there are going to be enormous problems for Europe because, believe me, China and India are increasingly seizing these opportunities on the African continent.

Thank you to all of the panellists.